

cier au patron en lutte, l'entrée en jeu de forces répressives, mais par la mobilisation du réformisme démoralisant les ouvriers, freinant l'élargissement de chaque bataille de classe. Dans ces conditions, chaque conflit partiel qui n'est pas dirigé vers l'alerte au prolétariat afin qu'il se mette en branle et balaye le réformisme, au travers de la lutte contre le capitalisme, démoralise les ouvriers. La grève partielle, non comme mouvement d'usure, mais d'alerte; s'élargissant si possible, ou bien de courte durée pour resurgir autre part, jusqu'à ce que le prolétariat sente la nécessité de se mettre en branle. Voilà la position communiste! Mais cette position se distingue des cris peureux des socialistes, du galimatias trotskiste, et des misérables aventures du centrisme, par des considérations qui sont à mille lieux de la proclamation de la formule abstraite de « grève générale ».

Toute la situation actuelle peut être condensée dans le dilemme suivant: ou le prolétariat parvient à atteindre une cohésion dirigée vers la bataille révolutionnaire, ou il disparaît au sein d'une société qui est entraînée vers la guerre impérialiste. Même si les termes de ce dilemme sont déjà préjugés par les événements — ce que nous croyons — cette direction subsiste pour les communistes, qui y forgeront les armes pour demain. La grève générale apparaît ici comme un élément de reconstruction de cette cohésion qui est seulement possible si elle exprime en même temps la conscience des ouvriers rejetant l'influence des forces sociales de l'ennemi. Pour cette raison, les communistes prennent pour terrain d'action les syndicats qui offrent les possibilités voulues du regroupement des ouvriers et de la lutte contre les forces contre-révolutionnaires qui minent ceux-ci. Dans les syndicats, autour d'eux, leurs efforts tendent à faire converger les luttes partielles, les manifestations ouvrières, vers une conscience nette des difficultés et des possibilités des situations afin de transmettre dans l'ensemble du prolétariat les germes que l'éclosion des batailles développeront. Ils revendiquent la grève générale en connexion avec ce travail et en vue d'objectifs rattachés aux intérêts de classe du prolétariat, en sachant sérieusement que ses limites seront données par la maturité des antagonismes et la capacité du prolétariat à acquérir une conscience de ses tâches grâce à

son parti. Ils ne « poussent » pas les socialistes à déclencher la grève, mais proclament que, puisque les conditions en font une question vitale pour le prolétariat, il y a lieu d'y recourir bien qu'ils sachent que les socialistes la mèneront à sa perte. La délimitation des responsabilités est ici essentielle: le mouvement gréviste n'étant rien en soi, mais valant par la conscience qu'il exprime, nous ne pourrions que proclamer la nécessité du combat inspiré par les communistes. Départager les responsabilités, tout en marchant discipliné à la lutte (même si les syndicats sont dirigés par les réformistes) permettra une lutte indépendante pour la direction du mouvement et la liquidation des réformistes qui doivent, de par leur nature, s'opposer à toute tentative de lutte acquérant un certain degré de conscience.

Il est possible que la destruction légale ou non des syndicats fasse surgir d'autres organes de concentration des masses. Mais, là aussi, le problème restera posé: pour que la lutte aboutisse, il faut une direction communiste et pour qu'elle corresponde à l'élévation de la compréhension ouvrière, il faut qu'aucune compromission ne puisse être établie avec les traîtres.

La lutte dans les syndicats réformistes (ou pour l'unité syndicale basée sur un programme de revendications), n'est donc qu'un élément de poids pour accélérer l'éclosion de mouvements que l'on étouffe chaque jour, une tentative de desserrer l'emprise des ennemis du prolétariat. Dans ce sens, les communistes essaient de faire de la grève générale non seulement un mouvement qui ripostera aux attaques capitalistes, redonnera sa cohésion au prolétariat, mais qui paralysera le réformisme en préparant ainsi les conditions pour une bataille plus grandiose.

Mais les expériences de ces dernières années montrent clairement que le travail des socialistes et centristes est parvenu à impuissamment toute explosion de grève révolutionnaire, à en faire des manifestations favorables au capitalisme duquel on empruntera le drapeau démocratique.

Les grèves générales de février en Autriche, en France, d'octobre en Espagne, méritent à ce titre d'être examinées.

Pour l'Autriche, O. Bauer a écrit une brochure sur « L'insurrection des travailleurs autrichiens » où il conte comment l'austro-marxisme a aidé Dolfuss à casser

les reins au mouvement prolétarien. Déjà en mars 1933 quand, à la suite d'une grève d'une heure des cheminots, le gouvernement eût renvoyé une masse de ceux-ci, la social-démocratie, devant l'effervescence des ouvriers, transposa le conflit sur le terrain du parlement afin d'empêcher toute grève générale. D'ailleurs, un Congrès socialiste avait décidé de proclamer la grève générale seulement dans les circonstances suivantes:

1° Si le gouvernement octroyait illégalement et inconstitutionnellement une Constitution fasciste.

2° Si le gouvernement destituait illégalement et inconstitutionnellement l'administration de Vienne-la-Rouge.

3° Si le gouvernement dissolvait le Parti.

4° Si les syndicats étaient dissous ou synchronisés.

De mars 1933 à février 1934, l'austro-marxisme tint le prolétariat en haleine avec sa démagogie, faisant découler la riposte ouvrière de mesures gouvernementales « antidémocratiques ». En permettant la militarisation des cheminots abandonnés par eux; en permettant des attaques particulièrement graves contre les salaires et les allocations (ce fait est signalé sans pudeur par O. Bauer), il permit, parallèlement à la débandade d'une partie du prolétariat, le renforcement de l'appareil étatique de répression. Dans ces conditions, provoqué par l'offensive du gouvernement, le sursaut de février 1934 ne paralysa pas le capitalisme; la grève générale fut fugitive et sans grand succès et la lutte héroïque des ouvriers autrichiens fut écrasée sans qu'apparaisse une conscience nette de la trahison socialiste.

Encore une fois, il ne s'agit pas d'être « pour » ou « contre » une bataille exprimant le désespoir de l'inconscience où l'austro-marxisme plongea les ouvriers. La grève générale contient, ici, toute la faiblesse du prolétariat et, avant de pouvoir s'étendre et prendre le capitalisme à la gorge, dut se modifier en lutte armée où seule marcha une partie héroïque des ouvriers. Il faut se borner à expliquer ces événements en démontrant qu'une grève générale doit reposer sur une base de classe pour pouvoir s'élever et qu'en Autriche, en la liant à la Constitution, on en faisait un simple mot démagogique à contenu capitaliste, donc sans perspective. Déclenchée malgré les socialistes, qui

s'y collèrent dans la suite, la grève générale exprima l'extrême faiblesse d'un prolétariat dévoyé de sa route historique par les traîtres en même temps que l'état avancé de sa dissolution au sein du régime capitaliste. Au lieu de parachever une série de mouvements, de conflits, mettant en branle toute la classe se dressant pour désarticuler l'étau capitaliste, acquérant la conscience de ses tâches et y puisant le courage de passer à la lutte armée, février en Autriche fut « spontané » en ce sens que la conscience communiste manqua alors que s'exprima une poussée primitive brouillée d'ailleurs par les vociférations démocratiques des socialistes.

En France, les circonstances furent autres, mais, là aussi, la grève générale du 24 février se déversa, en fin de compte, vers un renforcement de la bourgeoisie « démocratique ». La riposte ouvrière contenait la maturation des attaques capitalistes se déclenchant sous les gouvernements radicaux-socialistes et atteignant ouvriers et fonctionnaires, mais reçut une conscience étouffant sa signification. Plus clairement que l'Autriche, l'on peut constater ici que « livrées à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre les patrons, obtenir du gouvernement telle ou telle réforme ouvrière » (Lénine) et l'on peut ajouter, pour notre époque, que les ripostes primitives des ouvriers sont nécessairement falsifiées, détournées de leur véritable chemin, lorsque de l'extérieur surgit la conscience des socialistes ou centristes canalisant celles-ci et non une conscience communiste leur donnant une signification véritable. La grève générale du 12 pouvait donner au prolétariat français une force nouvelle seulement à la condition d'épanouir un croisement des maturations de classe avec une conscience révolutionnaire. De même, elle ne pouvait jeter les bases pour la constitution d'un noyau communiste, le parti de demain, qu'à la condition d'en retirer des enseignements pour donner aux ouvriers une base idéologique sérieuse. Dans ce sens, plutôt que d'être une expression de la puissance prolétarienne, elle fut le signe de sa faiblesse, de son incapacité à déverser les contrastes du régime vers une lutte pour sa destruction, puisque son drapeau fut la défense de la République, de la démocratie.